L'œil de Vichy à Madagascar

Le règne de terreur d'un chef de district en Imerina

The Eye of Vichy in Madagascar. The Reign of Terror of a District Chief in Imerina, 1940-1942

Eric Jennings

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17433>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.17433

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 16 septembre 2013

Pagination : 625-648

ISBN : 978-2-7132-2388-4

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Eric Jennings, « L'œil de Vichy à Madagascar », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 211 | 2013, mis en ligne le 23 octobre 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17433> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.17433

L'œil de Vichy à Madagascar

Le règne de terreur d'un chef de district en Imerina*

Entre les comptabilisations de zébus et autres planifications de campagnes de récoltes, plusieurs épais dossiers relatifs à Madagascar conservés aux Archives nationales d'outre-mer regorgent d'une correspondance autrement plus pimentée. Ces textes au vitriol, souvent signés « Vive Pétain ! », émanent d'une petite bourgade des hauts plateaux malgaches, sur une période d'à peine deux ans. À la lecture, ils font apparaître un pasteur protestant dont le poste de TSF vient d'être confisqué par le chef du district, et qui proteste combien cette mesure « sape [...] son influence auprès des indigènes »¹ des dizaines de plaintes de Malgaches emprisonnés pour des motifs divers, plusieurs dossiers juridiques formulés contre des Européens condamnés pour avoir exprimé des « propos subversifs », et des rapports fleuves du chef de district au sujet d'activités « anti-françaises ». Nous sommes, précisons-le, pendant la période de Vichy, qui dura sur les hauts plateaux de Madagascar de 1940 à septembre 1942 lorsque les Britanniques délogèrent par la force le régime pétainiste de l'île.

L'épisode permet de mesurer la portée de la défaite de 1940 et du régime de Vichy à petite échelle outre-mer. Il s'agit non pas simplement ici de transposer aux colonies le débat autour des ruptures ou des continuités intervenues en métropole en 1940, mais bien de tenir compte de la nature même du contexte colonial, miroir déformant s'il en fut. Or, dans le contexte d'emblée inégalitaire et hiérarchique qu'était cet univers colonial, en quoi les vents antirépublicains, réducteurs, et expiateurs soufflant depuis Vichy dès l'automne 1940 changèrent-ils quoi que ce fut au quotidien des Malgaches, en sachant que Vichy n'inventa bien entendu ni le racisme, ni l'autoritarisme, ni l'arbitraire aux colonies ? Quelle fut, surtout, la relation entre un

* Je tiens à remercier Andrew Smith d'avoir photographié des dossiers pour moi aux archives des quakers à Londres, la famille Golaz pour son aide, et mes collègues, tout spécialement Faranirina Rajaonah, Michael Lambek, Claude Bavoux, Pier Larson, Marc Olivier Baruch, et Gwyn Campbell, pour leurs suggestions relatives à cet article. Je suis seul responsable des traductions de documents quakers de l'anglais. Les recherches pour cet article ont été rendues possibles par une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

1. Archives nationales d'outre-mer, Aix-en-Provence (ANOM), Madagascar PT 143, Frank Revoyre au chef de la Région de Tananarive, le 4 septembre 1941.

nouveau dispositif de lois et l'idéologie de l'État nouveau, d'une part et, d'autre part une conjoncture locale complexe et souvent polarisée bien avant 1940 ? En se focalisant tant sur les moyens dont disposaient les administrateurs locaux à Madagascar que sur les réactions malgaches face à l'usage sans restriction des outils de répression, mon propos tente de rétablir le climat trouble, mais lourd de conséquences, régnant dans une localité malgache réputée auparavant tranquille et relativement prospère. Ce cas d'étude permet en outre de mesurer la place de l'arbitraire dans le quotidien de l'administration coloniale à une échelle locale. Relevons enfin que la micro-histoire n'a pas été souvent pratiquée à Madagascar (contrairement aux cas d'études anthropologiques qui ne manquent guère). La loupe grossissante permet ici de cerner des dynamiques et des tensions sur le terrain, et de mesurer les continuités et les ruptures en zone rurale.

La ville de Soavinandriana, dont il est question dans ces rapports, se situe au cœur d'une région agricole et fertile des hauts plateaux malgaches, la province d'Itasy. Le district de Soavinandriana, relativement compact, comptait 23 074 âmes en 1942, sur une surface d'environ 800 kilomètres carrés. Un missionnaire rapportait que sur ces habitants, 20 652 provenaient de l'ethnie Merina. Les *Vazaha*, ou non-Malgaches, étaient bien peu nombreux, se répartissant en 111 Français, 26 étrangers européens (Grecs, Britanniques, Allemands), et 14 Asiatiques. Le district se voyait souvent décrit comme étant « très fertile et très riche », comptant quelques 65 000 bovidés en 1942, par exemple. La même année, on y préleva 10 160 tonnes de récoltes².

L'ordre nouveau dans l'île rouge

La période de Vichy à Madagascar a connu depuis peu un engouement historiographique, ce qui me permettra de renvoyer à ces travaux ceux ou celles souhaitant une vision d'ensemble (Bavoux 2001, 2004, 2005 ; Combeau-Mari & Maestri 2002 ; Jennings 1999, 2004, 2007 ; Rabearimanana 1989, 2004 ; Thomas 1996). Rappelons toutefois ici que le gouverneur Léon Cayla opta pour que la colonie soit maintenue dans le giron pétainiste au cours de l'été 1940, et que celui-ci allait être remplacé par Armand Annet en avril 1941³. Lui-même ne serait renversé qu'à la suite d'après combats menés par les troupes du général Guillemet contre les forces britanniques, venues expulser Vichy de Madagascar lors de trois opérations survenues en 1942 : la prise de Diego-Suarez en mai 1942, suivie par l'invasion du reste de l'île

2. Central Archives of the British Quakers, Religious Society of Friends, London (CABQ), Madagascar FSC Strong Room 5, M4, « Unofficial letters from Madagascar, 1939-1943 », Report from upper and lower Mandridrano, Soavinandriana, January 28, 1943, p. 1.
3. Annet fut nommé gouverneur en décembre 1940 mais ne put assumer ses fonctions qu'au mois d'avril de l'année suivante.

entre septembre et novembre de la même année, grâce à des débarquements effectués sur les côtes est et ouest de Madagascar. Puis, après une courte période de contrôle britannique, l'île fut remise à l'administration de la France libre en février 1943. Comme l'a observé Claude Bavoux (2001), peu de colonies connurent autant de changements de régime en si peu de temps.

Quoi qu'indéniablement court, l'épisode vichyste à Madagascar s'avéra aussi intense que lourd de conséquences. La Révolution nationale y fut appliquée le plus souvent à la lettre, comme dans le cas des mesures d'exclusion à l'encontre des francs-maçons et des juifs, ou dans l'adoption des lois de déchéance de la citoyenneté française (Jennings & Verney 2008 ; Zytnicki 2004). Une vague pétainiste balaya l'île, rencontrant un grand succès dans certains milieux. La propagande battait son plein. Le naturaliste et ethnologue Raymond Decary, chargé au sein du Gouvernement général depuis mai 1941 non plus de la seule science mais également de la censure et de la propagande, confiait à son journal le 25 mai 1941 : « C'est surtout de la propagande que je m'occupe. » Puis le 22 juin 1941 : « Je continue la propagande à tour de bras [...]. Je viens de créer au micro la chronique hebdomadaire de Radio-jeunesse, qui [...] devrait avoir beaucoup de succès. J'ai déniché pour cela le directeur du Camp de jeunesse de Tananarive [...] qui est gonflé à bloc et s'y dévoue corps et âme »⁴.

Les réalisations ne manquaient pas. Outre les mesures d'exclusion déjà citées, on pourrait mentionner l'embrigadement de la jeunesse, le redoublement du travail forcé, le renversement des menues réformes du Front populaire en politique coloniale, l'interdiction de toute assemblée élue (pourtant espèce rarissime à Madagascar avant-guerre), un refus systématique de traiter avec les forces alliées, et surtout l'extension dans l'île de tout l'apanage idéologique du régime de l'État français.

La propagande ne négligeait pas le monde rural, à en croire un rapport du Gouvernement général de Madagascar au secrétaire d'État aux Colonies daté du 16 décembre 1941 :

« La France Libre n'a pas renoncé à sa propagande perfide et la cavalerie de St. George est prête à ouvrir ses coffres pour solder les trahisons [...]. Pour prolonger [notre] action de propagande, il a été envoyé, jusque dans les postes les plus reculés de la brousse, jusque dans le plus petit chef-lieu de canton malgache, les tracts du Maréchal, son image, des photographies locales et de France, des affiches, et il serait utile que puissent nous parvenir de nouveaux envois de ces tracts et de ces affiches qui font plus d'effet sur la masse malgache que les "kabarys" (discours) officiels les plus habiles »⁵.

On relèvera ici l'anglophobie, la peur d'une cinquième colonne, et l'intensité de la propagande liée à ce qui se vivait alors comme une guerre civile

4. Archives du Museum d'Histoire naturelle, Paris (AMHN), Journal Decary, 25 mai et 22 juin 1941.

5. ANOM Madagascar 3B 15, rapport du 16 décembre 1941.

à l'échelle de l'empire français. Ces phénomènes, tous liés, firent que la campagne malgache connut un singulier embrasement pétainiste.

Enfin, et c'est l'un des points qui concerne le plus la présente étude, l'autorité de l'État se vit renforcée en 1940. Sur ce point, le film de propagande en langue française, *Aventure Malgache* d'Alfred Hitchcock (1944), censé avoir eu lieu à Madagascar sous Vichy, semble tout à fait emblématique. En effet, le scénario de ce court métrage n'est pas aussi caricatural qu'on pourrait le penser au premier abord. Madagascar se trouvait, comme laissait entendre le futur maître du suspense, sous l'emprise de la délation et de l'arbitraire ; la répression et surtout la chasse aux gaullistes allaient bon train. D'ailleurs, *Aventure Malgache* relate une histoire véridique, celle de Jules François Clermont, avocat exerçant à Madagascar, avant d'être évincé, puis envoyé en France par les autorités vichystes pour y être jugé. Libéré suite à l'interception par les Britanniques du navire sur lequel il était embarqué, il prit par la suite le microphone de la station gaulliste « Madagascar libre » (Kerzoncuf 2013).

Un chef de district

Si Clermont représentait une tendance française libre, André Charles Costantini se situait à l'autre bout de l'échiquier politique. Déjà avant-guerre, en 1935, Costantini s'était fait remarquer par ses supérieurs par son excès de zèle. Il occupait alors le poste de chef de district de Miaraminavo, et refusa en cette qualité de remettre un mandat de 60 000 francs à un acheteur de tabac pour le motif que ce dernier avait manqué de le saluer convenablement, c'est-à-dire en lui adressant les mots : « Bonjour monsieur l'administrateur »⁶. Suite à cette affaire, l'administrateur supérieur de la région de Tananarive avait supplié le gouverneur général de muter l'intéressé, le décrivant ainsi : « M. Costantini dont le caractère est difficile, autoritaire et très susceptible, est la cause des difficultés qui naissent entre lui et ses collaborateurs. Il est [...] urgent de donner à Monsieur Costantini, dont l'autoritarisme étroit est inadmissible, une nouvelle affectation »⁷. Le bureau du personnel à Tananarive semble avoir partagé cet avis, remarquant à propos de Costantini que « sa place serait mieux dans un bureau ». Muté à Soavinandriana, Costantini refit parler de lui quelques années plus tard. *Le Prolétariat Malgache* rapporta dans son numéro du 23 décembre 1938 que Costantini avait laissé « en pagaille [...] le Service des Prestations »⁸.

En 1941, le caractère difficile de Costantini éclata de nouveau au grand jour. Le chef du district de Soavinandriana abattit alors, sans motif apparent, plusieurs poteaux électriques du village, acte qui ne manqua pas d'irriter

6. ANOM Madagascar PT 143.

7. ANOM Madagascar PT 143.

8. *Le Prolétariat Malgache*, 23 décembre 1938.

l'ingénieur local des travaux publics⁹. Le portrait de l'intéressé demeure cependant incomplet. Nous savons tout d'abord qu'il s'identifiait ainsi : « Costantini, André, Administrateur en chef des Colonies, mutilé de guerre, père de cinq enfants, chef du district de Soavinandriana »¹⁰. La correspondance de l'administrateur révèle en outre qu'il avait été affecté en Indochine en 1925, où il avait servi sous le gouverneur général Monguillot, qui n'était autre que le beau-frère de Madame Costantini. Ce point complète le portrait de Costantini que nous pouvons dresser à partir des archives : il jouissait manifestement de relations, évoquant par exemple « son ami Monsieur Peyrouton », allusion au ministre de l'Intérieur de Vichy¹¹. Relevons enfin la carrière métropolitaine de son frère, l'aviateur Pierre Costantini : auto-exilé en Suisse sous le Front populaire, collaborationniste de la première heure en 1940, il fondait en juillet 1941 avec Marcel Déat, Eugène Deloncle, Jean Boissel et Pierre Clementi la Légion des volontaires français contre le Bolchevisme, puis en 1943 l'Union des journalistes anti-maçons, avant de prendre l'exil pour Sigmaringen dans les bagages de Pétain et de Laval en 1944.

Même avant 1940, il semble avoir manqué à André Costantini les qualités maîtresses du petit administrateur de brousse malgache, du moins celles que vantait Raymond Decary : « Il devait posséder une constante maîtrise de soi, un coup d'œil sûr pour évaluer les obstacles à franchir, un pouvoir de décision prompt [...]. Il fallait à l'occasion savoir adapter aux circonstances locales des règlements élaborés parfois d'une façon trop rigide par les bureaux centraux. » Les tâches d'un chef de district colonial à Madagascar s'avéraient en tout cas multiples et variées. Decary (1969 : 178, 181) rappelait la polyvalence du petit administrateur en brousse : « Au gré des contingences, il se transformait en percepteur d'impôts, surveillant de routes et de travaux de prestations, en inspecteur d'écoles [...]. Il s'occupait d'hygiène sociale, surveillait les travaux en cours [...]. » Hubert Deschamps (1975 : 121-123), se fondant lui aussi sur son expérience personnelle, assimilait l'administrateur rural à Madagascar à un « maître Jacques » voire à un « roi de la brousse », ayant à dispenser la justice, organiser les prestations, effectuer des tournées et connaître les lois.

Si le manque de sérénité du chef de district André Costantini est déjà établi, peut-on affirmer pour autant qu'il ne remplissait pas les autres critères décrits par ces deux penseurs et acteurs coloniaux ? Au contraire. Costantini les remplissait même peut-être trop. Car le chef de district Costantini touchait à tout : à l'hygiène politique, à l'état d'esprit des populations, à la bonne conduite morale, au loyalisme des missions protestantes,

9. ANOM Madagascar PT 143.

10. ANOM Madagascar PT 143.

11. ANOM Madagascar C 2 (7) 253, Costantini au Secrétariat d'État aux Colonies, le 6 septembre 1941.

au travail forcé, aux manifestations patriotiques, aux rumeurs et aux silences même.

On peut s'interroger, dès lors, sur l'origine précise de la dérive que connut Soavinandriana sous Vichy : s'agissait-il d'une tempête idéologique déchaînée par le changement de régime intervenu en 1940 ? Ou faut-il y voir l'aboutissement extrême du statut même du petit administrateur colonial de province, tout-puissant, censé incarner à lui seul l'autorité coloniale, et doté d'outils de répression redoutables tel que le Code de l'indigénat ? C'est à mon sens la fusion de ces deux phénomènes, ainsi que le caractère très spécial de l'administrateur qui nous intéresse, qui permet d'expliquer ce qui suit.

L'indigénat et le travail forcé, deux piliers — du reste connectés — du système colonial à Madagascar, soutenaient depuis des décennies des pratiques coercitives, et facilitaient une nette concentration des pouvoirs chez l'administrateur « en brousse ». Si l'indigénat était et demeure dans une certaine mesure flou, ce « dispositif juridique chargé de réguler la violence d'État » pour reprendre l'expression d'Isabelle Merle (2002 : 92), n'en était pas moins capital. D'après Gregory Mann (2009), l'indigénat, de par ses sanctions, son arbitraire et sa coercition, notamment, se trouvait non seulement au cœur du système colonial, mais agençait en outre les relations au sein de ce système. En définissant au quotidien ses contours, l'indigénat contribuait notamment à ériger des catégories, ne serait-ce pour savoir qui tombait ou ne tombait pas sous le coup du dispositif : les enfants ? les femmes ? Quant au travail forcé, il constituait en quelque sorte la spécialité de Madagascar, aux dires en tout cas de la presse anticoloniale qui, en 1933, décernait à l'île le titre de « pays d'esclavage »¹². L'une des formes les plus visibles du travail forcé dans l'Entre-deux-guerres n'était autre que le Service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général (SMOTIG) dans lequel 50 000 Malgaches effectuèrent deux à trois ans de travail entre 1927 et 1937¹³. Tout ce redoutable arsenal conférait des pouvoirs extraordinaires aux chefs de province et autres chefs de région.

Enfin, ne perdons pas de vue les tensions solidement enracinées à Madagascar, sur lesquelles est venu se superposer le « règne » de Costantini à Soavinandriana. Citons notamment les relations difficiles entre missions protestantes et administration française, ou encore le clivage ancien opposant l'administration, d'une part, aux colons de l'autre, ou pour être plus précis l'administrateur et le planteur, le premier qualifiant parfois le second

12. *Le Cri des Nègres* (Paris), novembre-décembre 1933, p. 1, « Madagascar, pays d'esclavage » juillet-août 1933, p. 1.

13. FRÉMIGACCI (2002 : 180) avance la théorie selon laquelle, « le souvenir vivace du SMOTIG comme symbole du travail forcé colonial traduit une distorsion entre mémoire et histoire. Car il n'a été en réalité qu'une forme atténuée des pratiques antérieures beaucoup plus lourdes pour les populations ». Pour un avis contraire, démontrant les nombreux abus et dérives du SMOTIG, notamment en ce qui concerne des actes de violence sur les recrutés, voir SODIKOFF (2005 : 419).

de « marécageux » (Randrianja 2001 : 45). Cela pesa aussi dans cette affaire, où l'on discerne cependant une orientation nouvelle : alors que dans l'Entre-deux-guerres certains colons avaient critiqué la soi-disant mollesse de l'administration (qui avait pourtant établi le SMOTIG), dans le cas nous intéressant, qui ne saurait bien sûr constituer une règle, l'extrémisme politique passait du côté de l'administration.

La Révolution nationale en marche

L'on est surtout interpellé à Soavinandriana, entre 1940 et 1942, par la place des initiatives personnelles du chef de district Costantini, et par son incarnation monopoliste de la Révolution nationale. Certes, le chef du district s'appuya sur des institutions nouvelles, comme la Légion française des combattants et volontaires de la Révolution nationale, mais pour l'essentiel, il s'arrogea simplement de nouvelles attributions, comme l'espionnage de la population, pour agir en garant de la discipline et de l'ordre nouveau. Il s'inspira des réformes qu'annonçaient avec beaucoup d'éclat les gouverneurs généraux Léon Cayla et Armand Annet, voire des discours du maréchal Pétain en personne, pour entreprendre ce qu'il estimait être le nettoyage des hauts plateaux malgaches, nettoyage dont il rêvait sans aucun doute depuis fort longtemps. Généralement, ses instruments restaient ceux des petits chefs de district depuis le début de la colonisation : l'indigénat, les corvées, les *kabary* (discours).

Cependant, dans ses conflits permanents avec sa poignée d'administrés européens, Costantini put user d'un nouvel outil à partir de 1940 : l'introduction des lois d'exclusion et de répression vichystes. À titre d'exemple, le secrétariat d'État aux Colonies n'avait guère perdu plus d'une semaine pour étendre aux colonies le dispositif de la loi du 3 septembre 1940 permettant « l'internement administratif des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique »¹⁴. En pleine surenchère sécuritaire en novembre 1940, alors que Vichy tentait de renforcer sa mainmise sur les colonies restées loyales, le secrétariat d'État aux Colonies sommait le gouverneur général de Madagascar, Léon Cayla, d'« exercer sans répit une surveillance vigilante et à frapper exemplairement tout individu qui tenterait de porter atteinte à l'ordre public et à la sécurité »¹⁵. Voilà la réplique plus ou moins exacte de la reprise en main, de l'objectif de « faire des chefs », et surtout la tentative de leur donner les moyens d'agir, qui régnaient en métropole à la même époque (Baruch 1997 : 100-101). Puis, en mai 1941, quelques semaines après avoir pris ses fonctions, le gouverneur général Annet donnait ainsi le ton à ses chefs de région : « Parmi les tâches qui

14. ANOM, AffPol 2520, dossier 9.

15. *Ibid.*

s'imposent à vous, aucune ne me paraît plus importante, dans les circonstances présentes, qu'un contrôle vigilant de l'opinion indigène et l'action persévérante que vous avez à entreprendre pour la guider. Jamais il n'aura donc été plus nécessaire pour les fonctionnaires d'autorité, soit dans le cadre de la région, soit dans le cadre du district, de garder un contact étroit avec les populations autochtones »¹⁶.

Costantini se servit de ces lois et surtout de ce nouveau climat pour frapper non plus seulement les Malgaches, mais également ses administrés européens ; c'était là une véritable nouveauté. Alors que le Code de l'Indigénat offrait à l'évidence maintes possibilités souvent fort créatives pour restreindre la liberté de mouvement des « indigènes », ce code ne pouvait être étendu aux Blancs. Or, d'après des témoins, Costantini interdit par exemple tout rassemblement de plus de deux personnes, même blanches, à Soavinandriana, un comble si l'on tient compte du fait que la ville ne comptait guère que dix Européens¹⁷. L'on retrouve ailleurs cette même lecture draconienne de textes vichystes : aux Antilles, par exemple, la décision fut prise d'interdire les groupements de plus de trois individus dans les espaces publics sous Vichy (Timoléon 1987 : 13). Mais une fois de plus, on peut s'interroger sur la question de rupture ou de continuité en 1940 : à Madagascar, contrairement aux Antilles ou à la métropole, la liberté de se réunir n'était guère acquise avant-guerre. Évelyne Combeau-Mari (2009 : 82) relève par exemple une note de 1937 du procureur général au gouverneur de Madagascar, évoquant l'interdiction des réunions publiques, groupements et rassemblements pour les Malgaches. La mesure avait d'ailleurs un long passé dans la grande île, remontant au moins au début du ^{XX}^e siècle. En métropole, en revanche, les restrictions sur les réunions privées étaient de pure facture vichyste (Paxton 1973 : 217). Ainsi, l'originalité de Costantini aurait consisté à user d'un nouveau contexte pour étendre ce genre de dispositions aux Européens.

Costantini se fit à l'évidence un interprète zélé de l'ordre nouveau. Un événement résume admirablement son esprit de croisé pétainiste. Suite au bombardement anglais des usines Renault de Boulogne-Billancourt le 2 mars 1942, on organisa dans toute la France et dans ses colonies « fidèles » des manifestations officielles condamnant l'attaque. Elles furent cependant plus ou moins suivies. À Soavinandriana, rien ne fut laissé au hasard. Costantini avait préalablement distribué une circulaire dans tout le village, signée non seulement de sa main mais également de tous les notables malgaches, « inform[ant] la population que des cérémonies religieuses de deuil national seront célébrées dans toute l'île lundi [...] 9 mars à la mémoire des innocentes victimes du lâche bombardement de Paris par les avions anglais »¹⁸.

16. ANOM, Madagascar 3A 15 (2).

17. Souvenirs familiaux, manuscrits de Madame Françoise Golaz, nièce d'André Golaz, p. 38. Texte aimablement transmis par Monsieur Alain Golaz, neveu d'André Golaz.

18. ANOM Madagascar PT 206, circulaire du 7 mars 1942.

La mise en scène, l'encadrement, ainsi que l'inflexion idéologique mis en œuvre ce jour-là méritent qu'on s'y attarde. Voici le télégramme qu'adressait Costantini à ses supérieurs à Tananarive le 10 mars 1942, résumant les cérémonies de la veille :

« Rends compte qu'offices religieux mémoire victimes bombardement Paris par avions anglais célébrés notamment à l'Église de Soavinandriana auxquels assistaient population européenne, tous fonctionnaires en tenue [...] nombreuse affluence. Honneurs étaient rendus par piquet milicien. On remarquait seulement l'absence du sieur Golaz, André qui très ostensiblement se promenait dans les rues de la ville. Au Temple, MM. Peetz et Revoyre de la Mission protestante anglaise dans le seul dessein de ne pas renseigner leurs fidèles sur son objet présidèrent la cérémonie et les invitèrent à prier pour "tous les morts des guerres" sans parler des auteurs de l'attaque de Paris. C'était pourtant pour M. Revoyre, qui se targue d'être Français, une belle occasion de le montrer. Prévoyant cette attitude je pris la précaution de rassembler la population très nombreuse le jour du marché du lundi pour lui apprendre tout ce qu'il est utile qu'elle sache au sujet de l'agression et sur ses auteurs »¹⁹.

Effectivement, Frank Revoyre se souvient d'avoir attiré la foudre de l'administrateur pour n'avoir pas explicitement fait référence à l'Angleterre dans son sermon, et de s'être contenté à cette occasion de citer la phrase de l'évangile : « Tu ne tueras point »²⁰.

Les quakers, voilà l'ennemi

Comme le révèle cet incident, les missionnaires protestants constituèrent l'une des cibles préférées d'André Costantini. Il qualifiait l'un d'entre eux, Otto Peetz « d'Allemand antinaziste, qui vient d'épouser une Anglaise »²¹. L'on devine aisément ce que l'administrateur sous-entendait ainsi : il y percevait l'anti-France, la perfide Albion, le Gaullisme, l'antinazisme confondus dans un vaste complot cosmopolite et antinational.

Il n'en reste pas moins que sa description d'Otto Peetz était exacte. Il faut donc reconnaître que les pasteurs de Soavinandriana n'étaient pas faits pour s'entendre avec le chef du district. En réalité Revoyre et Peetz représentaient non pas la simple « mission protestante » comme l'indiquait laconiquement Costantini dans ses rapports, mais plus exactement la Société des Amis, c'est-à-dire les quakers britanniques. Les quakers avaient en effet comme circonscription missionnaire, depuis 1897, une tranche de Madagascar rayonnant depuis la capitale jusqu'au Canal de Mozambique en zone sakalava.

19. ANOM Madagascar PT 143, télégramme Soavinandriana, 10 mars 1942.

20. CABQ Madagascar FSC Strong Room 5, M4, « Unofficial letters from Madagascar, 1939-1943 », Report from upper and lower Mandridrano, Soavinandriana, January 28, 1943, p. 3.

21. ANOM Madagascar PT 143.

Le parcours des deux pasteurs ne permettait pas non plus de dissiper les théories de complot d'André Costantini. Revoyre avait jadis adhéré au parti communiste français. Son père Léon Revoyre, converti au quakerisme, avait longtemps prêché sa foi en France. Il avait lui aussi noué des liens avec le communisme, tout en pratiquant et promouvant l'*esperanto*. Le jeune Revoyre avait été pétri de ces idéaux²².

L'on imagine mal un choc des valeurs plus frappant que celui qui opposait Costantini et Revoyre — sauf peut-être, dans le cas de son collègue Otto Peetz. Ce dernier avait fui l'Allemagne nazie pour rejoindre l'Angleterre en 1935. Affecté à Madagascar par la Société des amis, il fut interné en tant qu'Allemand au début des hostilités. En mai 1940 venait s'ajouter une nouvelle angoisse, celle de devenir apatride ; l'intéressé ne souhaitait pas « contacter les autorités allemandes sous le régime actuel » pour faire renouveler son passeport qui arrivait à échéance en septembre 1940²³. Même après sa libération en juillet 1940, la posture de ce pacifiste allemand antinazi, membre d'un ordre religieux anglais, installé dans une île qui allait bientôt basculer dans le camp de Vichy, restait bien délicate. Son mariage avec l'anglaise Edith Gregory en 1941 n'arrangea rien à l'affaire, puisqu'elle risquait la déchéance de sa nationalité par alliance, et que la vague anglophobe suscitée par les drames de Mers el Kébir et de Dunkerque menaçait de rejaillir sur ce couple déjà fragilisé²⁴.

André Costantini pointait souvent du doigt « la mission protestante » pour son influence soi-disant néfaste sur les Malgaches²⁵. Dans une missive datée du 29 juillet 1941 Costantini transmet à Tananarive des propos qu'aurait tenus le pasteur Frank Revoyre le 25 juillet sur le rond-point du jardin public : « M. Revoyre Frank exaltait les courage et qualités des soldats russes, affirmant que la radio allemande mentait quand elle annonçait la prise de telle ville »²⁶. Le chef de district ne se contentait donc pas de défendre l'honneur du Maréchal ; à l'instar de son frère, il se sentait concerné au premier chef par l'avancée allemande en Union soviétique. Ne pouvant influencer le cours de l'opération Barbarossa, Costantini agit comme il put, recommandant que le poste de radio de Frank Revoyre soit confisqué, ce qui fut fait.

Dans une lettre au chef de la région de Tananarive, datée du 1^{er} août 1941, Costantini émailla son texte de détails qu'il imaginait sans doute rédhibitoires : le pasteur Frank Revoyre, quoique Français, parlait anglais avec sa femme suédoise. Pis encore, il possédait des livres d'André Gide

22. <<http://www.regard.eu.org/Livres.5/Chronique.de.la.vie.quaker/22.html>>, consulté en février 2010.

23. CABQ Madagascar FSC Strong Room 5, M4, « General Correspondence 1941 and 1942 », correspondance diverse, notamment une lettre de Dora Larg du 20 février 1941.

24. CABQ Madagascar FSC Strong Room 5, M3.

25. Rapport d'ensemble pour l'année 1941.

26. ANOM Madagascar PT 143.

dans sa bibliothèque²⁷. S'agissait-il d'une allusion à l'anticolonialisme, aux orientations politiques, aux mœurs du romancier, ou aux trois confondus ? Notons en tout cas que l'écrivain se voyait vilipendé à la même époque par la Légion française des combattants en France métropolitaine (Paxton 1973 : 148).

Si la mesquinerie ne connut pas de bornes, les victimes à Soavinandriana ne se laissèrent pas faire pour autant. Le 12 septembre 1941, Costantini dénonça ladite Madame Ansen Revoyre, qui dispensait pourtant des cours particuliers d'anglais au fils Costantini, alléguant qu'elle lui avait donné à apprendre par cœur l'hymne national britannique. Costantini, appréciant peu le pied de nez, en tira comme leçon que « Monsieur Revoyre, en particulier pour son silence à l'égard du Maréchal, n'a rien de français »²⁸.

En septembre 1942, alors que cette période sombre touchait à sa fin, Revoyre confiait à son supérieur à Londres :

« Nous avons passé deux années très difficiles. En tant que Français œuvrant pour une mission anglaise, nous avons été suspecté d'être anti-Français, et le chef de district a tenté d'enrayer notre travail. Notre radio fut saisie. On interdit aux indigènes d'avoir le moindre contact avec nous. On nous a espionné à tout moment : notre moindre parole était relayée aux hautes autorités [...]. Nous avons réussi à persévérer en travaillant depuis notre propre domicile. Même sous cette pression immense, nous sommes parvenus à maintenir notre liberté d'action et de parole. Nous nous sommes adaptés aux circonstances, en privilégiant l'action éducative »²⁹.

En somme, Revoyre évoquait une longue souffrance, et surtout le triomphe éventuel du faible, non pas tant par une intervention divine que par sa persévérance sous un régime ressemblant fort à une dictature. Et Otto Peetz d'ajouter que l'atmosphère de Soavinandriana sous Costantini lui rappelait « en plus doux, certes », ce qu'il avait connu en Allemagne nazie³⁰.

« Plus royaliste que le roi »

C'est en ces termes que Frank Revoyre décrivait André Costantini, qu'il taxait par ailleurs de mégalomanie, d'arrivisme et d'opportunisme³¹. Les pasteurs n'étaient en tout cas pas les seuls à faire les frais de l'autoritarisme et de l'ultra-pétainisme avérés du chef de district. Dans une ville où tous se connaissaient, *a fortiori* la poignée de Blancs, Costantini put compter

27. ANOM Madagascar PT 143.

28. ANOM Madagascar PT 143, 102CF, Soavinandriana 12 septembre 1941.

29. CABQ Madagascar FSC Strong Room 5, M4, « Unofficial letters from Madagascar, 1939-1943 », Revoyre (Soavinandriana) to Fred Tritton, September 26, 1942.

30. CABQ Madagascar FSC Strong Room 5, M4, « Unofficial letters from Madagascar, 1939-1943 », Report Soavinandriana station school, 1942, p. 1.

31. CABQ Madagascar FSC Strong Room 5, M4, « Unofficial letters from Madagascar, 1939-1943 », Report from upper and lower Mandridrano, Soavinandriana, January 28, 1943, p. 3.

sur des indicateurs proches. Le 28 mars 1942, il saisissait ses supérieurs à Tananarive de l'affaire suivante :

« Mes enfants, chargés de vendre des insignes tricolores pour l'œuvre du Secours National en offrant au plus jeune fils Dussol. Celui-ci de répondre : "Je m'en fiche des drapeaux." Cette réponse très significative, trop significative, entendue par un de ses frères et rapportée sans doute aux parents, provoqua la réaction de ceux-ci qui envoyèrent aussitôt leur fils aîné chercher des insignes »³².

Le chef de district passa alors en revue les antécédents de Dussol, qui, en tant que représentant de la compagnie de tabac, occupait sans doute le poste le plus prestigieux du village avec Costantini : son appartenance supposée à la franc-maçonnerie, son amitié avec les pasteurs dont « l'attitude antifrançaise » avait déjà été établie, ou encore le fait qu'il possédât une radio, tout conspirait contre lui aux yeux de Costantini. Dans cette affaire comme dans tant d'autres, Costantini allait obtenir gain de cause, réussissant à faire muter l'intéressé et à faire confisquer sa radio. En fait, Costantini suspectait tous ses administrés *vazaha*, à commencer par ceux qui, de près ou de loin, pouvaient être considérés comme étrangers. Ainsi la famille de commerçants grecs, les Chandoutis, installés à Soavinandriana depuis les années 1920, était qualifiée de gaullistes potentiels³³.

Ces dénonciations à répétition, fondées ou non, n'avaient rien d'une pantomime. André Golaz fut traîné devant le tribunal correctionnel de Tananarive le 19 septembre 1941, suite aux rapports multiples de Costantini à son sujet. On lui reprocha, entre autres choses, d'avoir fait référence à la défaite des forces vichystes par les Britanniques en Syrie alors qu'il se trouvait au bureau de poste de Soavinandriana. Quelques instants plus tard, apercevant le milicien Randriamahaleo portant une francisque, Golaz l'aurait interrogé sur ce symbole « fasciste », demandant à voir si une croix gammée se cachait derrière. Lors de la foire de Soavinandriana en juin 1941, Golaz aurait en outre froissé une photo du Maréchal Pétain. Sur ordre de Costantini, tous ceux présents au moment des faits, Malgaches comme *Vazaha*, furent sommés de déposer leurs témoignages, y compris de donner leur avis sur l'éventuel état d'ivresse de Golaz ; il fallait s'assurer d'éliminer toute possibilité de circonstance atténuante. Golaz fut inculpé, et sur décision du tribunal correctionnel de Tananarive du 19 septembre 1941, écopa d'un mois et demi de prison et de 500 francs d'amende pour propos subversifs et pour outrage à fonctionnaire. L'outrage principal résidait dans le fait que Golaz avait osé se défendre, en écrivant à Costantini quelques mois plus tôt : « Vous avez trouvé spirituel de me cataloguer comme suspect. Et pour donner suite à votre hargne, vous avez fait saisir l'appareil de TSF qui appartenait à ma femme. Le geste me paraît peu élégant »³⁴.

32. ANOM Madagascar PT 143, rapport du 28 mars 1942.

33. ANOM Madagascar PT 143, rapport annuel, 1941.

34. ANOM Madagascar PT 206.

Costantini ne s'en tint pas là, dressant une véritable liste noire, classée par ordre de dangerosité, des ennemis locaux de la Révolution nationale. La bourgade étant petite, les querelles de voisinage, ou des conflits solidement ancrés en terre malgache, comme les luttes entre l'administration coloniale et les pasteurs protestants à Madagascar, prirent soudain des tournures de cinquième colonne. L'administrateur du district condamnait ainsi « la propagande sourde des missions protestantes étrangères. C'était chez elles que se recrutaient les militants communistes. C'est chez elles que se forment aux contacts des missionnaires étrangers, à la solde de l'Angleterre les mauvais bergers [...]. Vient ensuite l'action insidieuse d'Européens [...] qui à la première occasion viendront grossir le troupeau de la dissidence. Parmi eux figurent des étrangers [...] des francs maçons comme M. Dussol [...] ou des partisans de l'ancien régime »³⁵.

Une fois les ennemis énumérés, le rapport de Costantini se pencha sur les remèdes, sur les piliers de l'ordre nouveau et sur l'esprit pétainiste qu'il comptait insuffler dans cette ville reculée de l'Imerina. Il mit l'accent sur ses mesures de sécurité, notamment contre les vols et les communistes, avant de résumer sa formule de redressement :

« La diffusion par voie de kabary [discours] d'informations exactes sur la situation, le spectacle quotidien des trois couleurs hissées au mât des écoles, redonnèrent confiance à la population. Elle se rendit compte que sous l'égide du Maréchal Pétain, dont presque toutes les cases possèdent une petite photographie, la France demeurerait, restait comme par le passé le "Ray aman-dreny" protecteur [...]. Ce district de quatre cantons de 22 000 habitants, n'a-t-il pas versé à ce jour pour les œuvres de secours national plus de 220 000 francs [...]. Lors d'un kabary de remerciements à la population pour sa générosité, il a été recueilli par mes soins sur la place publique le dimanche 25 janvier 1942, jour de la clôture de la Quinzaine Impériale, plus de 20 000 francs en trois heures [...]. Ces chiffres sont d'autant plus éloquentes que le communisme il y a trois ans avait passé par là [...] »³⁶.

Parmi les nouvelles structures pétainistes, Costantini s'appuya bien entendu sur la Légion française des combattants et volontaires de la Révolution nationale (LFCVRN)³⁷. Les archives contiennent de nombreux bulletins d'adhésion à cet organisme de la part d'habitants de Soavinandriana. Les services de la LFCVRN, installés Avenue du Maréchal Pétain à Tananarive, prièrent d'ailleurs Costantini de ne pas oublier d'envoyer deux photos par dossier. Le nombre élevé de cartes d'adhésion, mélangées dans le dossier d'archives à de menus tracts de propagande sur lesquels on peut lire « Il n'y a plus de partis politiques, il n'y a que des Français derrière leur chef, le Maréchal Pétain », laisse supposer que Costantini avait usé de toute sa

35. ANOM Madagascar PT 143.

36. ANOM Madagascar PT 143.

37. Sur la LFCVRN à une échelle locale à Madagascar, voir BAVOUX (2005 : 308-309).

persuasion pour enrôler les Malgaches de Soavinandriana comme « volontaires » de ce fer de lance idéologique du pétainisme³⁸.

Dans une situation coloniale d'emblée inégalitaire, sur laquelle il faut surimposer la personnalité très spéciale d'André Costantini, l'on peut aisément imaginer que des Malgaches aient assisté nombreux aux fastes du régime et même souscrit en grand nombre au Secours national, ou encore à ces avant-gardes maréchalistes, dont les frais d'adhésion (16 francs pour la LFCVRN) furent sans doute assimilés pour beaucoup à une taxe additionnelle. Cependant, l'acquiescement devant la seule terreur ne put satisfaire Costantini. Il remarqua maintes fois que beaucoup de ses collaborateurs malgaches se montraient peu enthousiastes envers lui et pour la cause qu'il incarnait.

Politique malgache

À échelle réduite, Costantini adopta et appliqua les consignes du régime vichyste en matière de politique indigène. L'heure était au retour aux traditions, à l'authenticité, mais aussi au renforcement du travail forcé, aux hiérarchies dites naturelles, au retour à la terre, et aux valeurs de « Travail, Famille, Patrie » — vaste projet de société appliqué sur le plan politique, social, économique, et culturel aux colonies comme en métropole. Aussi Costantini prenait-il soin d'ancrer sa vision dans la synergie traditionaliste malgache-française qu'esquissaient à la fois le ministère des Colonies et les gouverneurs Cayla et Annet. Il rapportait en 1941 : « À l'occasion du retour aux traditions préconisé par le Gouvernement du Maréchal Pétain, le fonctionnement des fokonolona devrait être remis en honneur. Cela permettrait le rétablissement de certaines disciplines au sein de la cellule sociale malgache, hors de laquelle se tiennent trop de Malgaches aussi indociles que paresseux »³⁹.

À Soavinandriana, la foudre de l'État nouveau s'abattit, faute de juifs, sur des supposés francs-maçons, sur les pasteurs protestants, qui quoique français pour plusieurs d'entre eux, furent targués d'être à la solde de l'étranger. Mais la chasse aux boucs émissaires ne visait pas les seuls Européens. Certaines catégories de Malgaches retinrent ainsi l'attention d'André Costantini. Les premiers touchés furent ce groupe défini par l'administration coloniale comme les « classes évoluées ». Dans son rapport de l'année 1941, Costantini s'en prit directement à ces derniers :

« Sous cette rubrique se placent la foule des spéculateurs, des employés de commerce, des catéchistes et anciens fonctionnaires licenciés, des chauffeurs, qui se croient trop évolués pour s'astreindre à l'exercice d'une profession, d'un métier manuel et respecter toute discipline qu'elle émane du fokonolona ou de l'autorité

38. ANOM Madagascar PT 206, dossier 2, « Légion ».

39. ANOM Madagascar PT 143.

administrative. Aimant le luxe, s'habillant à l'européenne, portant cravate et faux-col, grillant volontiers des cigarettes, ils ont pour guide l'oisiveté mère de tous les vices. Le rôle de l'Administration est de les empêcher de faire des dupes et de les remettre dans la bonne voie. Après une sanction exemplaire, il n'est pas rare de les voir rentrer dans leur coquille, ou quitter les lieux pour des "climats plus hospitaliers" »⁴⁰.

Quant à ses méthodes, Costantini affirmait sans ambages :

« Nos administrés dont nous sommes le "père et mère" sont aussi sensibles à la correction qu'on leur témoigne, qu'à la fermeté. Celle-ci avec la crainte du châtiement seront toujours de bonnes conseillères. Monseigneur Puginier qui s'y connaissait en politique indigène ne disait-il pas en parlant des Annamites, et l'on peut en dire autant des Malgaches — "que le bon Dieu avait bien fait les choses en faisant pousser le rotin à côté de l'Annamite ?" Dans l'éducation des enfants c'est l'expression "qui aime bien châtie bien" qui est employée. Elle est de mise en matière indigène [...]. La sanction administrative ou judiciaire appliquée à bon escient, quand les moyens de persuasion et les conseils sont épuisés, permet de ramener au bercail les brebis égarées, et d'opérer d'intéressants redressements de caractères »⁴¹.

Outre le rotin, le travail forcé qui ne datait certes pas d'hier, servit pour Costantini d'arme coercitive essentielle. En 1942, le chef du district parvint à faire suivre deux travailleurs malgaches ayant échappé à leur corvée chez un M. Vatel, pour effectuer à la place un travail rémunéré dans les champs de tabac de M. Dussol, ennemi juré de Costantini. Ce dernier relevait au passage que « la corvée, comme chacun le sait, n'a pas la faveur des indigènes et ils mettent tout en œuvre pour y échapper ». Costantini leur infligea cinq jours de prison chacun selon le code de l'indigénat, et les renvoya chez Vatel. Le chef de région à Tananarive, dont les dossiers marqués « Soavinandriana » débordaient déjà de tout bord, se vit promettre que « cette affaire ne peut en rester là : le dossier complet vous sera adressé sitôt en état »⁴². En l'occurrence, la cible principale de Costantini n'était pas tant les deux Malgaches, dont il ne divulguait d'ailleurs même pas les noms, mais bien Dussol. Ce sont cependant les Malgaches qui payèrent durement les frais, sous forme de corvées.

Réactions malgaches

C'est surtout de l'arbitraire que se plainquirent les Malgaches qui eurent le courage de porter plainte contre André Costantini. Certes, les plaintes vers la haute autorité constituent elles aussi un genre très ancien à Madagascar, remontant à la période précoloniale. Avant la colonisation française, la

40. ANOM Madagascar PT 143.

41. ANOM Madagascar PT 143.

42. ANOM Madagascar PT 206, Télégramme-lettre officiel 35 CF, Soavinandriana, le 6 mars 1942.

monarchie merina répondait à de telles doléances par une lettre de résolution inspirée de formes orales anciennes (Larson 2009 : 300). La formulation de doléances de ce type revêtit néanmoins un aspect particulier sous le régime de Vichy, alors que les instruments de répression se virent renforcés, et que les arrestations se multipliaient. La lettre suivante fut adressée au gouverneur général de Madagascar, par Victorine Razanadratsimba le 17 mars 1941. Comme la plupart de ces textes, elle fut traduite par les services du gouverneur. Sa plume moins sûre que d'autres laisse supposer que l'auteure l'avait rédigée de sa propre main :

« J'ai l'honneur de vous adresser cette plainte. Le mercredi 18 décembre 1940, le gouverneur, le Sergent et un milicien se sont introduits dans ma maison ; M. L'administrateur lui, était resté dehors et se rendit peu après au bureau du chef de canton de Masindray. On leur avait donné des instructions, surtout au gouverneur en ces termes : "Fouillez-la et sa maison, vous m'apporterez tous les objets qui vous paraissent ne pas lui appartenir." Cependant, avant de pénétrer dans mon domicile, ils m'ont menacée : "Tu verras cela, tu sauras aujourd'hui qui nous sommes ; si tu n'es pas emprisonnée, tu pourras te vanter d'avoir de la chance [...]". Le gouverneur enfoua alors l'armoire [...]. Perquisition faite ils ont trouvé dans l'armoire certains objets dont un collier en or de 120 grammes, une chaîne d'argent de 5 grammes et de vieux passeports ayant servi depuis un temps lointain. Le zèle déployé par ces agents [...] a été grand. Les bijoux que je viens de citer [...] viennent de ma feuue belle-mère ; le gouverneur les emporta pour les remettre à l'Administrateur. Celui-ci fit convoquer mon mari, qui dès qu'il fut en sa présence, a été reçu en ces termes : vous êtes accusé de vol et de détention de passeports irréguliers. Par conséquent je vais vous mettre en prison [...]. Ce même jour, mon mari fut emprisonné [...]. J'ai alors exposé la vérité en disant que ces passeports appartiennent à Désiré Rajaona, fils du chef de Canton Rajaona Aimé. D'ailleurs, l'intéressé a confirmé que les passeports sont à lui. Malgré cela on persista à affirmer que le propriétaire en est mon mari. D'autre part, je lui ai sollicité la liberté provisoire en faveur de mon mari, car c'était justement l'époque du repiquage du riz. Mais il m'a répondu : vous même vous serez emprisonnée. Et à partir de ce moment vous êtes tenue de ne pas quitter le village [...]. Je me plains donc, Monsieur le gouverneur général, de ce que l'on ait emporté mes biens, et que mon mari soit encore emprisonné ! Et moi qui ne suis qu'une femme, pourrais-je jamais voler des bœufs ou bien des passeports ? On a voulu seulement me déshonorer [...]. Venez à notre secours, car nous sommes opprimés et avec nous, tant d'autres qui subissent les mêmes sorts à Soavinandriana [...] »⁴³.

Ici l'auteure s'efface délibérément (« moi qui ne suis qu'une femme ») pour mieux convaincre de l'injustice frappante de sa situation. Elle articule également sa plainte au nom de toute sa famille, s'octroyant ainsi le rôle capital de représentante du ménage. Certes, son mari étant en prison, il ne pouvait donc s'associer à la plainte. Cependant, le nombre élevé de plaintes émanant de femmes, et surtout leur tendance à faire allusion à leur condition féminine dans l'articulation de leurs doléances, invite une réflexion sur le rôle de la femme en Imerina.

43. ANOM Madagascar PT 143, Soavinandriana le 17 mars 1941.

Razanadratsimba ne fut en effet pas la seule à faire cet usage à la fois astucieux et intéressant des rôles de genres dans la formulation de sa plainte. Le 4 août 1941, une autre des dizaines de persécutées malgaches de Costantini adressa ses doléances au chef de la région de Tananarive. Marie-Jeanne Ralinoro commença par lui exposer qu'elle et sa famille se trouvaient « injustement victimes » de Costantini. Celui-ci les avait en effet fait condamner à dix-huit mois chacun pour les adultes, et cinq ans pour le fils, pour le motif que ce dernier aurait commis un vol⁴⁴. Cette inculpation pour vol ressemble fort à un prétexte, voire à une affaire montée de toute pièce. Le fond de l'histoire se trouvait ailleurs : dans un de ses longs rapports, Costantini avançait l'argument selon lequel J. Andriamanananantena avait épousé « une esclave du nom de Marie-Jeanne Ralinoro qu'il livrait à la prostitution pour avoir de quoi mener sa vie de débauche »⁴⁵. Accusation à prendre avec beaucoup de circonspection, bien entendu, au regard des autres allégations formulées par le chef de district. Relevons surtout que c'était bien une menace morale que semblait poser ce couple, aux yeux de Costantini.

Toujours est-il que dans sa plainte Ralinoro renversa les rôles, accusant, et c'est un comble, Costantini d'avoir « profané » la personne de « l'honorable Maréchal Pétain » lors de la procédure judiciaire. En effet, lorsque la défense avait avancé la thèse qu'un témoin, une femme de 82 ans, avait peut-être pris peur devant la formalité des bureaux de justice, Costantini avait rétorqué, comme lui seul savait le faire : « le Maréchal Pétain [...] a 82 ans sans perdre la raison ni avoir peur [...] comment se fait-il que Ravelo ait peur ? » Ainsi, argumenta Marie Jeanne Ralinoro, Costantini avait commis « une profanation tant à l'égard de la France que du Maréchal », lui qui était « vénéré par le monde entier », en le comparant « à une vieille Malgache de 82 ans ». Elle avait de la sorte, manifestement, usé des stratégies de Costantini contre lui, cernant l'importance du mythe maréchalien à la fois pour Costantini et surtout pour la justice de l'époque. Elle avait, du reste, exploité au maximum cette comparaison pour le moins surprenante hasardée par un chef de district obnubilé par sa vénération du Maréchal de France⁴⁶. Le recours de Marie Jeanne Ralinoro à Tananarive fut cependant rejeté. Le service des enquêtes estima en effet, sans avancer de détails, que l'accusation selon laquelle le « chef du district de Soavinandriana les avait fait incarcérer injustement » était « non fondée »⁴⁷.

Psychologiquement, on peut se demander si l'autoritarisme de Costantini ne finit pas par se retourner contre lui. Pour certains, il aurait même pu marquer un signe de faiblesse. Frank Revoyre raconte, par exemple, que

44. ANOM Madagascar PT 143, Soavinandriana le 4 août 1941.

45. ANOM Madagascar PT 143, « Curriculum vitae ».

46. ANOM Madagascar PT 143, Soavinandriana le 4 août 1941.

47. ANOM Madagascar 3B 153, service des enquêtes.

lorsque Costantini lui confisqua son fusil de chasse (un cadeau-souvenir précise-t-il) la rumeur se propagea chez les Malgaches du village que l'administrateur craignait d'être assassiné⁴⁸.

Un Administrateur qui dérange ou une assurance souscrite pour l'après-guerre ?

Comme j'ai eu l'occasion de le constater, Costantini sollicitait fréquemment ses supérieurs. Son propre dossier s'épaississait sensiblement, suite aux plaintes répétées de ses administrés, tant malgaches qu'européens. Si ses supérieurs partageaient certes globalement ses valeurs, et en particulier son goût marqué pour la Révolution nationale, ils émirent cependant des réserves sur la forme de ses actions. Qui plus est, son entêtement à incarner plus que tout autre le pétainisme dérangeait sans aucun doute. Il revenait en effet à défier les nombreuses strates hiérarchiques séparant un maréchal chef de l'État français d'un chef de district à Madagascar. En outre, le volume même des dénonciations, calomnies, et autres rapports paranoïaques que Costantini destinait à ses supérieurs, avait de quoi ébranler même le plus solide pétainiste.

Enfin, des facteurs chronologiques pourraient également élucider le blâme que finit par recevoir Costantini ; rappelons qu'en mai 1942, les forces britanniques occupaient désormais Diego-Suarez et ses alentours. Le gouverneur général Annet, s'il allait certes par la suite opposer une lutte tenace à l'avance anglaise dans le reste de l'île, sentait sûrement venir un changement de vent depuis que l'Union Jack flottait sur Diego. L'on pourrait donc se trouver devant une sorte d'anticipation de l'attentisme qui allait prévaloir en métropole suite aux événements de novembre 1942⁴⁹. En tout cas l'on imagine aisément comment les rapports entre le gouvernement général et des ultra-pétainistes comme Costantini pourraient être instrumentalisés à l'avenir. Dans les faits, lors du procès d'Armand Annet devant la Haute Cour de Justice en 1947, la défense allait effectivement avancer comme preuve de la modération supposée du gouverneur général, le fait que Costantini l'ait accusé de complaisance envers les Gaullistes.

L'affaire Dussol fut sans doute la goutte qui fit déborder le vase, ou peut-être le prétexte attendu pour blâmer André Costantini. Dussol, en tant que représentant d'une grande compagnie de tabac, jouissait sans doute de

48. CABQ Madagascar FSC Strong Room 5, M4, « Unofficial letters from Madagascar, 1939-1943 », Report from upper and lower Mandridrano, Soavinandriana, January 28, 1943, p. 3.

49. Sur cette période de flottement ou de malaise dans l'opinion métropolitaine qui commença en réalité quelque peu avant novembre 1942, voir LABORIE (2001 : 263-273) et BARUCH (1997 : 460-461).

relations. Ses conflits avec Costantini ne pouvaient guère plaire à l'administration, ni faire avancer une économie tournant déjà au ralenti. En conséquence, le chef de la région de Tananarive sommait, le 19 juin 1942, André Costantini de mieux se tenir :

« Le gouverneur Général me fait savoir que le déplacement de M. Dussol a été demandé au chef de la Mission Métropolitaine des Tabacs. Un nouvel acheteur sera vraisemblablement désigné incessamment et résidera à Soavinandriana. Je saisis cette occasion pour vous demander de faire en sorte que vos relations avec le successeur de M. Dussol soient de nature plus cordiales, plus compréhensives et n'impliquent pas sans motif sérieux un état d'esprit de suspicion constante vis-à-vis de ceux qui sont appelés à résider à Soavinandriana »⁵⁰.

Costantini ne s'en doutait sûrement pas, mais le chef de la région de Tananarive avait en fait repris dans cette lettre les propos du gouverneur général Annet en personne. Or cette lettre de blâme outra profondément le chef de district, qui truffa ses marges de points d'interrogation successivement bleus, blancs, et rouges. Puis, s'étant assagi après deux brouillons plus véhéments, André Costantini répliqua par écrit à son supérieur le 23 juin 1942 :

« Je proteste avec la dernière énergie contre les insultes et calomnies gratuites du paragraphe 3 de votre lettre 1341 CF du 19/6/42 au sujet desquelles je fais dès à présent les plus expresses réserves. Elles portent précisément faute de bases précises, la marque de cet esprit de suspicion que vous me reprochez. Il est commode quand on ne peut attaquer ouvertement ce qui est inattaquable, d'accuser de la rage pour mieux tuer. Partout ailleurs on sévit contre tous ceux qui entravent la marche de la Révolution Nationale ; ici, on s'acharne contre les meilleurs ; on brime le courage, l'honnêteté et l'indépendance de caractère. Si je comprends bien, je devrais donc désormais conformément à vos observations et dans l'unique but d'entretenir avec les européens résidant à Soavinandriana des relations cordiales, laisser insulter le Maréchal et son Gouvernement, fermer les yeux sur les irrégularités et les abus, laisser dire, laisser faire, éviter soigneusement toutes "histoires" »⁵¹.

Trois jours plus tard, Costantini montait d'un cran hiérarchique, interpellant directement le gouverneur général Armand Annet : « Aucun texte n'impose des relations cordiales avec des francs-maçons, des partisans de l'ancien régime, des personnes douteuses ou anti-françaises »⁵². Le gouverneur général le remit à sa place le 29 juin, dans un courrier relevant son « insolence » et son « indiscipline », l'épinglant ainsi : « Vous estimez pouvoir prendre l'attitude claironnante d'une sorte d'exclusivité de dévouement au Gouvernement. Aucun de vos chefs n'a de leçon à recevoir à ce sujet »⁵³.

50. ANOM Madagascar PT 143, et ANOM Madagascar PT 206.

51. ANOM Madagascar PT 206.

52. ANOM Madagascar PT 143.

53. ANOM Madagascar C 2 (7) 253, Annet à Costantini, le 29 juin 1942.

Dans un message lapidaire du 29 juin 1942 le chef de la région de Tananarive informait le gouverneur général que Costantini « ne saurait continuer à servir sous mes ordres »⁵⁴. D'après Frank Revoyre, des inspecteurs dépêchés par le gouverneur Annet auraient souhaité renvoyer Costantini sur le champ, mais ce dernier aurait bénéficié de puissants appuis à Vichy⁵⁵. La solution consista alors à dévaluer Soavinandriana de circonscription en simple « poste », ce qui eut pour effet de faire de Costantini un chef de district surqualifié, et donc mutable. Par décision du 29 juillet 1942, il fut donc nommé adjoint au chef de la région de Fianarantsoa, contre l'avis du chef de la région concernée. La nomination fut de courte durée. Quelques mois plus tard, Costantini se retrouva prisonnier des Anglais. Après que la France libre ait pris possession de l'île, le Comité français de la Libération nationale mit André Costantini à la retraite d'office par décret du 27 décembre 1943. Le décret intervint à la suite d'une note de René Pleven concernant des fonctionnaires dont « l'activité, l'énergie ou la foi » laissait à désirer, doux euphémismes dans le cas de Costantini. Le 19 juillet 1946, ce dernier demandait pourtant la révision de sa mise en retraite, arguant qu'il ignorait « encore à ce jour les motifs de la grave mesure qui m'a frappé »⁵⁶.

La répression qui étouffa Soavinandriana entre 1940 et 1942 était-elle entièrement tributaire d'André Costantini, ou du régime de Vichy ? Force est de constater que la politique coloniale de la France libre n'était souvent guère plus reluisante que celle de Vichy (Muracciole 2009 : 274). Ajoutons du reste que, par un zèle excessif, Costantini avait déjà attiré l'attention de ses supérieurs à Madagascar dans les années 1930. En outre, les instruments et leviers utilisés par l'administrateur étaient, à quelques exceptions près, ceux de la colonisation d'avant 1940, et avaient depuis des décennies fait du petit fonctionnaire de campagne un « roi de la brousse » sinon tout puissant, au moins seul maître de son fief. Tant et si bien que la dérive à Soavinandriana entre 1940 et 1942 ressemble fort à un changement de degré, et non de fond ou de forme, dans l'univers colonial du moins. Enfin, n'oublions pas qu'Armand Annet en personne finit par rappeler Costantini à l'ordre, certes au crépuscule de son propre règne sur Madagascar. La réponse à notre question est donc en partie « non ».

On est pourtant en présence d'une conjoncture plurivoque qui porte à mon avis une grande part de responsabilité pour les événements survenus

54. ANOM Madagascar C 2 (7) 253, chef de Région de Tananarive au gouverneur Annet, 29 juin 1942.

55. CABQ Madagascar FSC Strong Room 5, M4, « Unofficial letters from Madagascar, 1939-1943 », Soaviandriana mission, Revoyre to Tritton, December 8, 1942.

56. ANOM Madagascar C 2 (7) 253.

à Soavinandriana. Relevons par exemple l'importance du langage de « reprise en main » issu de Vichy mais aussi de Tananarive, auquel ne manquait pas de faire référence Costantini ; ou encore un durcissement des pratiques coloniales intervenu en 1940 ; l'avènement d'un régime qui servit pour certains comme confirmation de leurs thèses antirépublicaines et surtout de divine opportunité ; enfin une recherche de boucs émissaires et de gaullistes claironnée depuis les plus hauts échelons, qui permit à un administrateur local d'assimiler tous ses ennemis réels ou imaginaires à « l'antifrance ». Costantini se sentit ainsi soudain libre de ses gestes en 1940, ce qui le déchaîna, et lui donna (avec, ajoutons-le, l'avantage de puissants appuis familiaux) notamment l'audace d'incarner l'esprit maréchaliste, voire de critiquer directement ses supérieurs. Pourtant ses victimes, qu'elles soient malgaches ou quakers, féminines ou masculines, ne manquèrent pas de se défendre, usant de tous les recours à leur disposition. Si elles n'obtinrent pas gain de cause immédiatement, gageons que ce genre de mobilisation servit à la fois de précurseur et de catalyseur pour les nouveaux mouvements de contestation qui prenaient forme dans la grande île.

Département d'Histoire, Université de Toronto, Canada.

BIBLIOGRAPHIE

BARUCH, M.-O.

1997 *Servir l'État français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard.

BAVOUX, C.

2001 « Les Zanatany de Madagascar entre la Seconde guerre mondiale et l'insurrection de 1947 : une communauté en état d'hypomnésie », *Travaux et Documents, revue de l'Université de la Réunion*, 16 : 49-75.

2004 « La Libération de Madagascar, 1942-1945 », in J. CANTIER & E. JENNINGS (dir.), *L'Empire colonial sous Vichy*, Paris, Odile Jacob : 365-387.

2005 « Le Tamatave de Vichy, 1940-1942 », *Revue historique de l'Océan indien*, 1 : 297-311.

COMBEAU-MARI, E. & MAESTRI, E.

2002 *Le Régime de Vichy dans l'Océan Indien : Madagascar et la Réunion, 1940-1942*, Paris, SEDES.

2009 *Le sport colonial à Madagascar, 1896-1960*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer.

DECARY, R.

1969 *Souvenirs et croquis de la terre malgache*, Paris, Éditions maritimes et d'outre-mer.

DESCHAMPS, H.

1975 *Roi de la brousse : mémoires d'autres mondes*, Paris, Berger-Levrault.

FRÉMIGACCI, J.

2002 « Les chemins de fer de Madagascar (1901-1936) : une modernisation manquée », *Afrique et Histoire*, 6 : 161-191.

HITCHCOCK, A.

1944 *Aventure Malgache*, London, Ministry of Information.

JENNINGS, E.

1999 « Vichy à Madagascar : la Révolution nationale, l'enseignement et la jeunesse, 1940-1942 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 46 (4) : 727-744.

2004 *Vichy sous les Tropiques : la Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine, 1940-1944*, Paris, Grasset.

2007 « Vichy Propaganda, Metropolitan Public Opinion, and the British Attack on Madagascar, 1942 », *L'Esprit créateur*, 47 (1) : 44-55.

JENNINGS, E. & VERNEY, S.

2008 « L'exportation des statuts des Juifs dans l'Empire », *Archives juives*, 41 : 108-119.

KERZONCUF, A.

2013 « Hitchcock's *Aventure Malgache* (or the True Story of DZ 91) », <<http://www.sensesofcinema.com/2006/feature-articles/hitchcock-aventure-malgache/>>.

LABORIE, P.

2001 *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Éditions du Seuil.

LARSON, P.

2009 *Oceans of Letters : Language and Creolization in an Indian Ocean Diaspora*, Cambridge, Cambridge University Press.

MANN, G.

2009 « What Was the Indigénat ? The "Empire of Law" in French West Africa », *Journal of African History*, 50 : 331-353.

MERLE, I.

2002 « Retour sur le régime de l'Indigénat : genèse et contradictions des principes répressifs dans l'empire français », *French Politics, Culture and Society*, 20 : 2.

MURACCIOLE, J.-F.

2009 *Les Français libres : l'autre Résistance*, Paris, Tallandier.

PAXTON, R. O.

1973 *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Éditions du Seuil.

RABEARIMANANA, L.

1989 « Le district de Manjakandriana (Province d'Antananarivo) pendant la deuxième guerre mondiale : désorganisation économique et restructuration sociale », *Omaly Sy Anio*, 29-32 : 433-456.

2004 « Dirigisme économique, planification et industrialisation à Madagascar sous le régime de Vichy, 1940-1942 », *Outre-mers*, 342-343 : 109-125.

RANDRIANJA, S.

2001 *Société et luttes anticoloniales à Madagascar, 1896-1946*, Paris, Karthala.

SODIKOFF, G.

2005 « Forced and Forest Labor Regimes in Colonial Madagascar, 1926-1936 », *Ethnohistory*, 52 (2) : 407-435.

THOMAS, M.

1996 « Imperial Backwater or Strategic Outpost ? The British Takeover of Vichy Madagascar, 1942 », *The Historical Journal*, 39 (4) : 1049-1074.

TIMOLÉON, J.-C.

1987 *Chronique du temps passé*, Basse-Terre, OMCS.

ZYTNIKI, C.

2004 « La politique antisémite du régime de Vichy dans les Colonies », in J. CANTIER & E. JENNINGS (dir.), *L'Empire colonial sous Vichy*, Paris, Odile Jacob : 153-176.

RÉSUMÉ

En analysant le quotidien d'une bourgade malgache sous le règne d'un administrateur tyrannique sous le régime de Vichy, cette microhistoire met en évidence des ruptures et continuités chronologiques ; mais elle permet surtout de mesurer l'arbitraire en situation coloniale. Rappelant à bien des égards le scénario de « Coup de torchon », l'épisode appréhendé ici éclaire le rôle de missionnaires quakers, de femmes malgaches décidées à tenir tête aux délires d'un « roi de la brousse », ou encore l'utilisation d'un véritable appareil coercitif, comprenant délations, travaux forcés, peines infligées sous le code de l'Indigénat, et la poursuite de crimes politiques. Nombre de tensions et tendances présentes à Madagascar depuis des décennies se virent déformées et accentuées sous le règne de Vichy.

ABSTRACT

The Eye of Vichy in Madagascar: the Reign of Terror of a District Chief in Imerina, 1940-1942. — By analysing the fate of a Malagasy town under the reign of a tyrannical administrator during the Vichy era, this microhistory considers chronological ruptures and continuities; but mostly it allows one to take stock of arbitrariness in a colonial context. Reminiscent in many ways of the scenario of “Coup de torchon”, this episode highlights the role of Quaker missionaries, of Malagasy women determined to hold their own in the face of a mercurial local dictator, the use of a veritable coercive apparatus, including denunciations, forced labour, the Indigénat code, and the pursuit of political crimes. A number of tensions and trends present in Madagascar for decades were distorted and exacerbated under Vichy rule.

Mots-clés/keywords : Madagascar, Imerina, André Costantini, administrateur colonial (chef de district), coercion, régime de Vichy/Madagascar, Imerina, André Costantini, colonial administrator (district chief), coercion, Vichy regime.